

Brochure n° 3217

Convention collective nationale

IDCC : 1258. – **ORGANISMES D'AIDE À DOMICILE
OU DE MAINTIEN À DOMICILE**
(7^e édition. – Septembre 2005)

ACCORD DU 16 DÉCEMBRE 2004
RELATIF À LA FORMATION THÉMATIQUE DU PERSONNEL D'INTERVENTION
NOR : ASET0551295M

OBJET

Cet accord complémentaire a pour objet de préciser certaines modalités de mise en œuvre des formations thématiques prévues dans l'accord de branche de l'aide à domicile relatif à la formation tout au long de la vie et à la politique de professionnalisation.

Article 1^{er}

*Mise en œuvre des formations thématiques
pour le personnel d'intervention*

Dans le cadre des actions de formation continue prévue à l'article 10 de l'accord de branche de l'aide à domicile relatif à la formation tout au long de la vie et à la politique de professionnalisation, le personnel d'intervention a la possibilité de bénéficier de formations thématiques sur la base d'un forfait de 35 heures par période de 3 ans.

Dans un premier temps, ces formations sont une priorité du personnel d'intervention de catégorie D. Dans un deuxième temps, elles seront élargies à d'autres catégories de personnel d'intervention, en fonction des priorités définies par la branche.

Article 2

Eligibilité des formations thématiques au DIF

Sous réserve d'un accord préalable du salarié, ces actions de formation prévues pour le personnel d'intervention peuvent se faire dans le cadre du DIF. Dans cette hypothèse, le DIF sera mis en œuvre pendant le temps de travail et rémunéré comme tel pour la durée de la formation thématique.

Article 3

Date d'effet

L'accord prendra effet le premier jour du mois qui suit la publication de l'arrêté d'agrément.

Article 4

Durée de l'accord

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 5

Dénonciation de l'accord

Chacune des parties contractantes se réserve le droit de demander la révision de cet accord. La demande de révision devra être accompagnée de nouvelles propositions. Cet accord peut être dénoncé totalement, en respectant un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception.

La partie qui dénoncera l'accord totalement devra joindre, à la lettre de dénonciation, un nouveau projet de rédaction.

Des négociations devront être engagées dans les 6 mois de la dénonciation totale.

Fait à Paris, le 16 décembre 2004.

Organisations patronales :

ADESSA ;

Fédération nationale des associations de l'aide familiale populaire, confédération syndicale des familles (FNAAFP-CSF) ;

Fédération nationale d'aide et d'intervention à domicile (FNAID).

Syndicats de salariés :

Fédération nationale des syndicats chrétiens des personnels actifs et retraités des services de santé et des services sociaux CFTC ;

Fédération nationale des organismes sociaux CGT.